



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Loire**

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRADIVAL

197 rue DE CHARLIEU
42300 Roanne

Code AIOT : 0054200537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement TRADIVAL implanté 197 rue DE CHARLIEU 42300 Roanne. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Programation annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADIVAL
- 197 rue DE CHARLIEU 42300 Roanne
- Code AIOT : 0054200537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation d'abattage et de découpe d'animaux de boucherie

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.3.10.	Demande d'action corrective	3 mois
8	Protection	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des ressources en eaux et des milieux aquatiques	01/03/2021, article ARTICLE 4.3.6.2	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 7.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 3.1.3.	/	Sans objet
4	GESTION DES INSTALLATIONS DE REFRIGERATION	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 3.3.7	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.1.1	/	Sans objet
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités suivantes ont été constatées:

- concentration en P total supérieur à la valeur limite d'émission en août 2024 ;
- concentration en DBO5,DCO et NACL supérieur à la valeur limite d'émission en août dernier 2024.

Transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois à compter la réception de la présente :

- un porté à connaissance concernant l'installation d'une tour adiabatique ;
- un justificatif d'entretien du séparateur d'hydrocarbure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement et les ouvrages de stockage du lisier et fumier. L'aire de lavage des bétailières est étanche, couverte et dotée d'un dispositif de lavage sous-pression. Préalablement, au lavage, les véhicules de transport doivent faire l'objet dans la mesure du possible d'un raclage à sec (MTD).</p> <p>Les cuirs, peaux et masques sont stockés après salage dans un local spécifique adapté, ventilé et réfrigéré à 10-12°C. La pente des sols est suffisante pour éviter la stagnation des eaux salées. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter que la charge en sel des eaux d'égouttage des cuirs et de lavage du local viennent perturber le bon fonctionnement de la station de pré-traitement et de la station d'épuration de l'agglomération Roannaise. Les excédents de sel solide sont récupérés à sec.</p>
Constats : <p>Les cuirs sont stockés dans l'ancien local du CE. Pour la période d'été ils seront transférés sur un site de l'entreprise VLF à la Talaudière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des</p>

<p>fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Utilisation généralisée de systèmes de rétention en cas de fuite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 3.1.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.</p> <p>Les bassins, canaux, traitement et stockage des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a identifié le dépotage des cuves de sang comme source de nuisances olfactives avérées. Il affirme prendre les précautions adaptées pour éviter les nuisances.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : GESTION DES INSTALLATIONS DE REFRIGERATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 3.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET D'INTERVENTIONS
Prescription contrôlée : Les installations de réfrigération sont équipées d'extincteurs à l'intérieur des locaux (hors locaux à température négative), bien visibles et facilement accessibles, et à l'extérieur de celles-ci si les locaux sont à température négative. Tous ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Présence d'extincteurs qui font l'objet d'un contrôle périodique annuel. A noter la suppression des deux tours aero-réfrigérantes TARs qui seront remplacées par deux tours adiabatiques en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a transmis un porté à connaissance à l'attention de l'inspection des installations classées, pour le remplacement des deux TARs par deux tours adiabatiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.1.1
Thème(s) : Autre, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : voir GREP L'usine SICAREV ROANNE est alimentée par une eau provenant de l'usine de traitement d'eau potable de la Roannaise de l'Eau. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'établissement ne comprend aucun dispositif de refroidissement en circuit ouvert. Les prélèvements sont limités aux quantités suivantes : 120 000 m³ maximum par an et 450 m³ maximum par jour. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Les volumes d'eau utilisés pour le calcul de ce ratio sont mesurés par un ou des compteurs propres à l'activité d'abattage et indépendants des ateliers de découpe annexés.
Constats : Les prélèvements d'eau déclarés sont de 109641m3/an (déclaration GEREP 2023) alors que la quan-

tité maximum autorisée par l'AP d'autorisation d'exploiter est de 120 000m3/an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.1. - Étapes d'abattage</p> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement et les ouvrages de stockage du lisier et fumier. L'aire de lavage des bétailières est étanche, couverte et dotée d'un dispositif de lavage sous-pres-sion. Préalablement, au lavage, les véhicules de transport doivent faire l'objet dans la mesure du possible d'un raclage à sec (MTD).</p> <p>Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement, de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.</p> <p>Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage rési-duel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.</p> <p>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtri-sable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents. Tout déversement de sang au ré-seau est interdit. Le sang est obligatoirement recueilli dans des bacs de saignée et d'égouttage et intégralement collecté et stocké dans des cuves ou citernes étanches équipées d'ouvrage de ré-tention. Le dimensionnement de ces bacs est calculé en fonction du débit de la file d'abattage et permet la récupération complète du sang.</p> <p>Les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utili-sation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.</p> <p>Les cuirs, peaux et masques sont stockés après salage dans un local spécifique adapté, ventilé et réfrigéré à 10-12°C. La pente des sols est suffisante pour éviter la stagnation des eaux salées. L'ex-ploitant prend les mesures nécessaires pour éviter que la charge en sel des eaux d'égouttage des cuirs et de lavage du local viennent perturber le bon fonctionnement de la station de pré-traitement et de la station d'épuration de l'agglomération Roannaise. Les excédents de sel solide sont récupérés à sec.</p> <p>Constats :</p> <p>Les sous-propu-its d'abattage sont récupérés selon la réglementation en vigueur.</p> <p>En ce qui concerne la récupération du sang des animaux abattus occasionnellement en bouverie, le mode opératoire normalisé MON de l'exploitant prévoit la récupération dans un bac. Pour des raisons de sécurité des opérateurs, une autre solution peut être envisagée sous réserve qu'elle soit aussi efficace (absorbant) et que le MON soit modifié en conséquence.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.3.10.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration pour l'abat

Prescription contrôlée :

-

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débits maxima autorisés :

Débit journalier	m ³ /j	450
Débit horaire de pointe	m ³ /h	80

Flux maxima autorisés :

Paramètres organiques	Concentration journalière maximale en mg/L	Flux maximal journalier en kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	5777	2600
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)	2888	1300
Matière en suspension (MES)	2222	1000
Azote total Kjeldahl (NTK)	320	130
Phosphore total	55	25
SEH	888	400
Cuivre	1	0,45
Zinc	3	1,35
NaCl	2222	1000

Constats :

La concentration en P totale a été constaté trop importante le 07/08, 14/08, 21/08 et 28/08/2024 (source GIDAF).

Les concentrations en DBO5, DCO et NaCl ont été constatées trop importante le 07/08/2024 (source GIDAF).

L'exploitant a signalé un changement de flocculant pour la STEP qui traite les effluents de l'abattoir,

afin d'améliorer l'efficacité du traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Mettre en place des mesures correctives et en tenir informé l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Prescription contrôlée : <p>Sur chacun des trois ouvrages de rejet d'effluents liquides (abattoir, deux ateliers de découpe) est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
Constats : <p>Les eaux de pluie des voiries doivent être dirigées vers un séparateur d'hydrocarbure préalablement leur rejet dans le milieu naturel. Ce dispositif n'a pas été contrôlé le jour de l'inspection. L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées un justificatif d'entretien de ce dispositif.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Transmettre un justificatif d'entretien du séparateur d'hydrocarbure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois